

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 04/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur   
**MITHIEUX**

570 avenue de Villarcher - ZI des Landiers Nord  
73000 Chambéry

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement MITHIEUX implanté 570 avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord 73000 Chambéry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale relative aux conditions de stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MITHIEUX
- 570 avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104374
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société MITHIEUX, implantée sur le bassin Chambérien depuis 1937, est une entreprise de traitement de surface des métaux, spécialisée dans la protection anticorrosion, principalement à destination de la filière automobile.

En 2021, l'industriel a bénéficié d'une aide de l'Etat dans le cadre du plan France Relance afin de réaliser des travaux de modernisation des équipements et d'augmenter ses capacités de production.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conditions de stockage des produits chimiques.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au titre de l'action régionale relative aux conditions de stockages des produits chimiques, l'exploitant s'est présenté en conformité sur la réglementation propre à l'étiquetage et à la disponibilité des informations des FDS (Fiche de données de sécurité) auprès des travailleurs.

A noter le non-respect d'une consigne de la FDS d'un produit chimique, relative à sa rétention, pour lequel des justificatifs sont demandés.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 :** Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> Sur les contenants commerciaux (fûts, bidons, GRV) vus lors de l'inspection, les étiquetages étaient présents et conformes à la réglementation applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 :** Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour la liste des FDS de l'ensemble des substances chimiques qu'il utilise. Par échantillonnage, 2 FDS ont été consultées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• TRIPASS ELV 3000 : cette FDS est postérieure à 2020. Les prescriptions inscrites dans cette FDS sont respectées par l'exploitant, notamment par l'utilisation, en cas de déversement accidentel, des kits disponibles de boudins et granulés absorbants.</li> <li>• ENVIROZIN PF : cette FDS est postérieure à 2020. Les prescriptions inscrites dans cette FDS sont également respectées par l'exploitant.</li> </ul> L'exploitant a indiqué que les FDS étaient disponibles sur le serveur commun, accessible à tous les travailleurs du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 :** Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des produits chimiques est stocké au rez-de-chaussée, dans l'atelier de traitement de surface, à son extrémité sud-est.</p> <p>Les récipients commerciaux contenant les produits chimiques sont stockés sur une rétention béton de capacité totale d'environ 8250 m<sup>3</sup>. Cette rétention est séparée en 2 par un muret béton, d'un côté les acides (capacité de rétention de 1650 m<sup>3</sup>), de l'autre les bases et autres produits chimiques compatibles.</p> <p>Dans l'atelier, les GRV contenant les produits chimiques en cours d'utilisation, pour le remplissage des bains de traitement par pompes doseuses automatiques, sont sur rétention à l'aide de bacs en polyéthylène. Les lignes de traitement de surface, dont les cuves contenant les bains de traitement, sont elles-mêmes sur rétention.</p> <p>En cas de fuites ou déversements accidentels, l'atelier est lui-même sur rétention. En sous-sol, 3 puisards permettent la réception des liquides déversés accidentellement dans l'atelier. Ils sont munis de détecteurs de niveau et d'une pompe de relevage manuelle vers la station de traitement (le volume de rétention disponible au sous-sol n'a pas été contrôlé lors de cette visite d'inspection).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> La cuvette de rétention installée en-dessous des récipients commerciaux contenant les produits chimiques présentent un bon état général. Une vérification par sondage a également permis de constater le bon état générale des dispositifs de rétention sur lesquels sont stockés les produits en cours d'utilisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
<b>Constats :</b> L'inspection a permis de constater que la cuvette de rétention prévue pour le stockage des produits chimiques présente 2 compartiments, afin de dissocier les acides et les bases. Il a été constaté que les règles générales d'incompatibilité n'étaient pas respectées pour les 2 cas suivants: <ol style="list-style-type: none"><li>1) les produits destinés au bain de traitement zinc/nickel et additifs ont été stockés sur une même rétention, en contradiction avec les préconisations des FDS de ces produits. L'exploitant a indiqué avoir connaissance de ces informations, mais selon lui aucune réaction dangereuse n'est possible en cas de contact entre ces 2 produits, dans la mesure où ils sont mélangés et utilisés dans une même cuve de traitement. L'exploitant a informé l'inspection qu'il avait déjà signalé au fournisseur que cette information ne lui semblait pas justifiée.</li><li>2) Le chrome VI n'est plus utilisé dans les bains de traitement depuis plusieurs années, il a pourtant été constaté la présence de cette substance en faible quantité, stockée sur rétention avec des produits incompatibles. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de déchets à évacuer.</li></ol>
<b>Observations:</b> L'inspection demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour le cas 1) justifier le non-respect des FDS concernant les conditions de stockage et les</li></ul>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p>matières incompatibles. Il doit notamment obtenir l'avis du fournisseur sur ce sujet. Dans l'attente de la transmission de ces justificatifs, et de leur analyse par l'inspection des installations classées, l'exploitant ne doit pas stocker ces produits sur une même rétention.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour le cas 2) procéder à l'évacuation des déchets de chrome VI, et dans l'attente de leur enlèvement, les stocker conformément à la réglementation applicable.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un état des stocks des substances chimiques qu'il utilise. Cette liste présente plusieurs informations dont le nom des substances, leur volume (ou leur poids en cas de substances solides), leur date de péremption, etc. Les quantités "sorties" sont renseignées manuellement sur des bons de sortie, puis reportées une fois par semaine dans un logiciel de gestion des stocks. D'ici la fin d'année 2023, le système devrait être entièrement automatisé (scan des codes QR).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"><li>• les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li><li>• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>• dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li></ul>
<b>Constats :</b> Il a été constaté, à proximité de la zone de stockage des produits chimiques, l'affichage de consignes de sécurité, notamment pour toute manipulation de produits chimiques, pour l'utilisation des kits absorbants en cas de perte de confinement, pour le stockage des produits chimiques (grille des incompatibilités, différentes classes de danger).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet